

## 4TH OECD WORLD FORUM

16 to 19 October 2012, New Delhi

*"Measuring Well-Being for Development and Policy Making"*

\*\*\*\*\*

**Intervention de M. Ahmed Lahlimi Alami,  
Haut Commissaire au Plan**

**Lors de la séance d'ouverture du forum, le 16 octobre 2012**

Permettez-moi en premier lieu d'exprimer ma gratitude au Gouvernement de la République de l'Inde et mes vifs remerciements à l'OCDE pour leur invitation qui me permet, aujourd'hui, de me retrouver dans ce grand pays dont l'humanité doit tant à la richesse de sa civilisation, à l'humanisme de sa culture et à son rôle dans la prospérité et la paix dans le monde. Je mesure le privilège qui m'échoit à cette occasion autant que la difficulté de la tâche qui m'incombe de rendre compte des travaux de la **conférence africaine sur la mesure du bien-être et du progrès des sociétés**. Cette conférence qui s'est tenue à Rabat du 19 au 21 avril 2012 a été, comme vous le savez, co-organisée par le Haut-commissariat au Plan et le Centre de Développement de l'OCDE en étroite collaboration avec le Partenariat statistique au service du développement à l'aube du 21e siècle (PARIS21), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA).

La participation à cette conférence d'éminents experts et responsables économistes, statisticiens et acteurs de la société civile, de différents pays africains, a donné, comme on pouvait s'y attendre, une richesse particulière à ses débats et à ses conclusions.

## **Contexte d'une Afrique diverse et unie**

Au regard de la diversité de sa géographie physique et humaine, on est souvent porté à parler de l'Afrique au pluriel même si la disparité temporelle des transitions démographique, économique et sociétale conduit souvent à la distinction entre les pays de l'Afrique du nord et ceux de l'Afrique subsaharienne. En raison, cependant, de la forte similitude des défis de la compétitivité globale que rencontrent les pays de l'une et de l'autre, la démarche qui a prévalu dans notre conférence ne s'est référée à cette distinction que pour autant que la compréhensibilité des données l'imposait.

Endossant les conclusions de plusieurs analyses prospectives, la conférence a rappelé la vocation de l'Afrique à devenir l'un des centres de gravité de l'économie mondiale de demain. Avec une croissance moyenne de l'ordre de 6%, en nette rupture par rapport à la décennie précédente, elle participe déjà de ce basculement géostratégique que connaissent actuellement les sources de la croissance mondiale. Le moteur de cette croissance dans plusieurs pays reste cependant localisé dans quelques secteurs d'exportation agroindustriels et miniers. Ces derniers ont certes contribué au développement des échanges extérieurs de l'Afrique et au renforcement de son poids dans la dynamique émergente des rapports sud-sud mais restent, cependant, faiblement intégrés au reste de l'économie.

L'agriculture, pourvoyeur de 60% de l'emploi et principale source de subsistance de la majorité de la population reste malgré cela, le secteur qui souffre le plus du manque d'infrastructures. Au même titre que le secteur hypertrophié des services où dominant de menues activités informelles, elle bénéficie le moins du progrès technique et ensemble, participent à la faiblesse du niveau de productivité de l'ensemble de l'économie globale.

## **Progrès social et modèle de développement**

Avec le taux de croissance le plus élevé de la planète de sa population (graphique 3), dû notamment au retard de la transition démographique des pays subsahariens, l'Afrique a un produit intérieur brut par habitant qui tend aujourd'hui à devenir le plus faible de toutes les régions, alors qu'il leur était comparable voire supérieur à certaines d'entre elles au début des années 80 (graphique 8).

Ce décalage entre population et croissance économique est à l'origine d'un défi que l'Afrique affronte aujourd'hui et aussi longtemps que durera son modèle de développement, celui de trouver du travail à une partie croissante de la population entrant aux âges d'activité (graphique 5). Le défi sera celui que pose une jeunesse (graphique 5) de plus en plus instruite et féminisée, de plus en plus exigeante d'emplois décents et porteuse de nouveaux modèles de consommation et de valeurs. Ce défi continuera à être au cœur de la problématique de la cohésion sociale et du bien-être de la population des pays africains.

A cet égard, la persistance de la pauvreté à des niveaux élevés (graphique 11) et le creusement des inégalités (graphique 12) trouvent une grande partie de leur origine dans la prévalence du chômage (graphique 6) et la précarité de l'emploi dont souffre une forte proportion de la population africaine en âge d'activité et en particulier parmi les jeunes et les diplômés. A titre d'illustration, rappelons que l'Afrique subsaharienne a le taux de pauvreté le plus élevé de toutes les régions du monde et se place en deuxième rang en termes d'inégalités sociales après l'Amérique du Sud. Du reste, l'Afrique dans son ensemble n'avait encore atteint en 2010 que les deux tiers de l'indice moyen de développement humain dans le monde, alors que l'Asie et toutes les autres régions avaient dépassé ce seuil (graphique 9).

Dans ces conditions, beaucoup de pays du continent n'auraient pas réalisé les OMD à l'échéance 2015, même si tout le monde s'accorde à saluer la résilience de l'Afrique aux effets économiques de la crise internationale et les taux de croissance qu'elle a globalement réalisés. Le moment n'est-il pas venu pour l'Afrique de s'interroger sur l'origine de tels niveaux de contre-performance des politiques

publiques dans le domaine du développement humain ? Le poids du passif historique, les contraintes de la mondialisation ou encore les effets des changements climatiques ou les contextes sécuritaires qui prévalent dans certaines sous régions du continent, pour réels qu'ils soient, ne peuvent dispenser les politiques publiques d'être interpellées sur ces contre-performances. La perdurance de tels niveaux de contre-performance et la situation prospective que laissent prévoir leurs projections dans le futur légitiment, par delà l'efficacité des efforts fournis, la remise en question de la pertinence du modèle de développement lui-même dans lequel ces politiques s'inscrivent.

Les plans nationaux, sous régionaux ou régionaux comme c'est le cas du cadre stratégique du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (le NEPAD) continuent, cependant, à s'inscrire, en général, dans une démarche où le progrès social est subordonné au succès des politiques économiques et ses performances évaluées le plus souvent à l'aune des taux de réalisation des OMD.

Alors que le modèle de croissance qui a prévalu dans la mondialisation affronte une profonde crise des économies, des sociétés et des valeurs à travers le monde, l'approche d'une évaluation des politiques publiques par la mesure du progrès social et du bien-être des populations a vocation à s'inscrire dans une logique de dépassement de la sectorialisation des objectifs du développement et dans une dynamique d'ouverture sur un nouveau modèle de développement. C'est sur cette trame d'analyse de la situation générale en Afrique que se sont articulés les débats au cours des travaux de la conférence de Rabat et abouti aux conclusions suivantes sur lesquelles ont convergé les points de vue.

### **Mesurer le bien-être et le progrès social**

1. Le PIB est le seul indicateur approprié pour mesurer le niveau d'efficacité d'une politique économique sous l'angle de la croissance de la richesse d'un pays, mais occulte le contenu de cette richesse en termes d'effets sur les différentes catégories sociales. La comptabilité nationale permet certes une approche de ce contenu par le biais du revenu disponible des ménages et en particulier le revenu

disponible ajusté de ces derniers, lequel intègre, comme on le sait, en plus du revenu monétaire, l'ensemble des transferts sociaux. Il reste cependant que la comptabilité nationale ne renseigne pas sur la répartition sociale et territoriale des revenus pour une évaluation plus circonstanciée du progrès social produit par la croissance.

Les enquêtes auprès des ménages, auxquelles il est parfois recouru à cet effet, ne permettent pas cependant d'appréhender la situation des personnes dans sa complexe dialectique entre les conditions objectives et le vécu. C'est la problématique à laquelle le bien-être ambitionne d'apporter une réponse.

2. Malgré l'absence d'interaction entre leurs différents objectifs et leur caractère sectoriel, les OMD continuent à constituer, en Afrique, une référence utile que plusieurs pays utilisent pour l'évaluation du progrès en matière de développement humain et que l'approche du bien-être devrait permettre d'enrichir et de contribuer à leur intégration dans une vision globale du développement.

3. Le bien-être est aussi important et sa mesure aussi pertinente pour le suivi du progrès en Afrique que dans toutes autres régions ou pays quel que soit leur niveau de développement. Sa pertinence procède de sa multidimensionnalité et doit par conséquent englober les dimensions de la vie matérielle telles que le logement, l'emploi et le revenu ainsi que celles qui portent sur l'éducation, la santé, les rapports avec l'environnement social et institutionnel.

4. S'agissant de l'Afrique, l'approche du bien-être doit intégrer des dimensions qui marquent, au niveau actuel de son développement, la vie des populations parfois beaucoup plus que dans d'autres pays. Il s'agit notamment des dimensions relevant de la pauvreté, de l'emploi en général et de celui des jeunes en particulier, de l'accès aux infrastructures de base telles que la route et aux services sociaux élémentaires telles que l'eau et l'électricité. Sur ce registre, la famille et la communauté ou encore la situation de la femme aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des ménages constituent dans les sociétés africaines des dimensions traditionnelles de la cohésion sociale et jouent un rôle important dans la sécurisation des personnes. Comme telles, elles ont vocation à continuer à être des facteurs de bien-être des populations.

5. Par ailleurs, les dimensions relatives à la sécurité des personnes et à leur confiance dans leur environnement social et institutionnel doivent prendre toute leur place dans l'approche du bien-être en Afrique comme c'est le cas en général des pays en transition. Elles relèvent de la question globale de la gouvernance et répondent aux exigences d'une participation démocratique des populations à la prise de décisions qui affectent leur situation et engagent celle de leurs enfants.

6. L'approche du bien-être, et encore plus dans les pays africains, doit être globale et porter sur ses dimensions aussi bien objectives que subjectives.

### **Développement des capacités statistiques en Afrique**

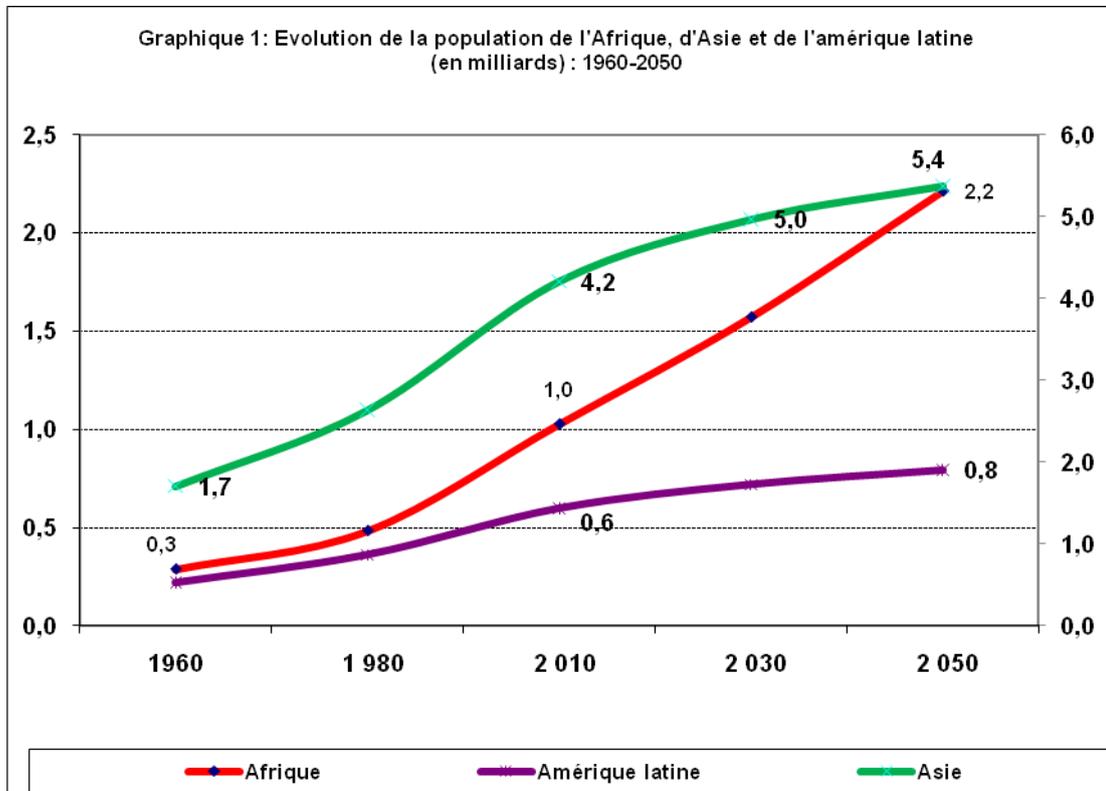
7. Les organismes en charge de la statistique en Afrique doivent être renforcés pour être des opérateurs actifs dans la promotion de la mesure du progrès social par un indicateur aussi complexe et multidimensionnel que le bien-être des populations. Cela implique l'institutionnalisation de leur indépendance et leur disposition de ressources humaines et financières suffisantes leur permettant de développer une production statistique de qualité et être en mesure de jouer leur rôle dans l'éclairage et l'évaluation des politiques publiques. A cette occasion, la conférence a appelé les statisticiens eux-mêmes à mieux faire entendre leur voix et veiller à la crédibilité de leurs travaux.

Outre ces recommandations, la conférence a été couronnée par la décision de mettre en place un réseau africain dédié à la mesure du bien-être sous le nom de **Wikiogress Africa**. La mission de le réaliser a été confiée à la CEA, l'OCDE et le HCP. J'ai le plaisir de vous annoncer, si vous ne l'avez pas déjà remarqué, que ce réseau est déjà opérationnel. Espérant qu'il réalise son ambition de devenir une source riche d'information sur la cohésion sociale et le progrès des sociétés dans le continent africain et d'apporter sa contribution à la mesure du bien-être.

## **Annexe**

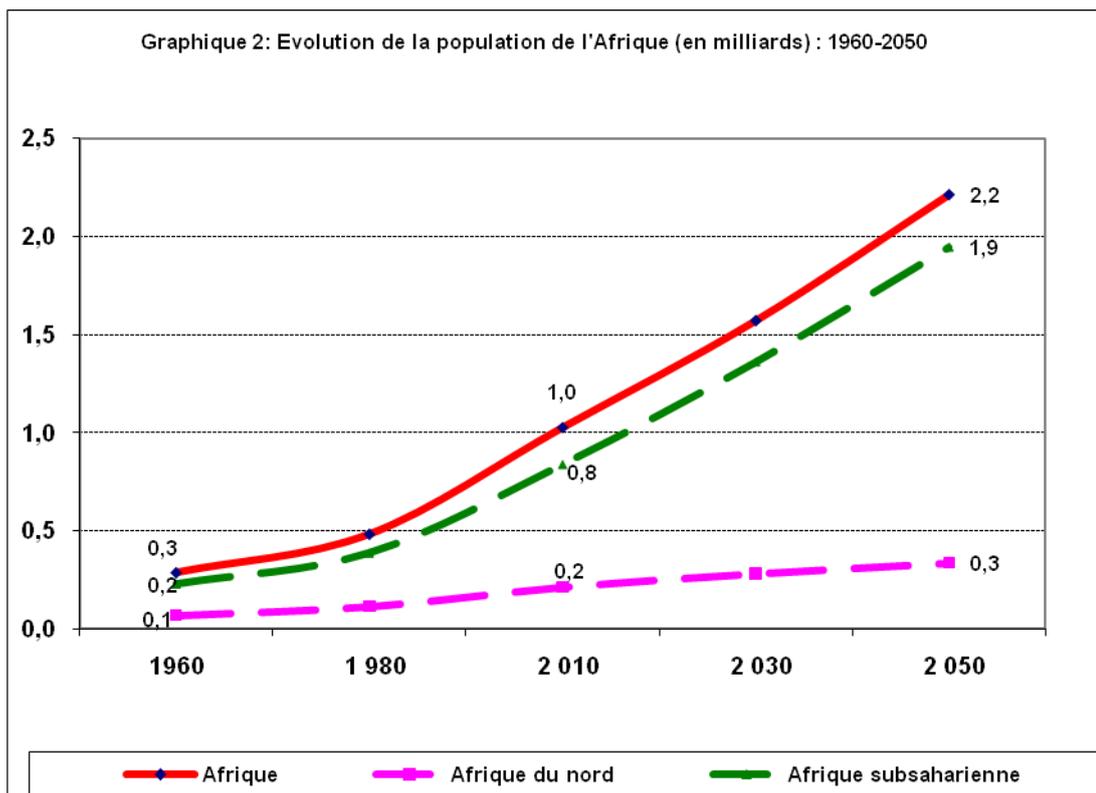
## Croissance démographique en Afrique

### Evolution de la population



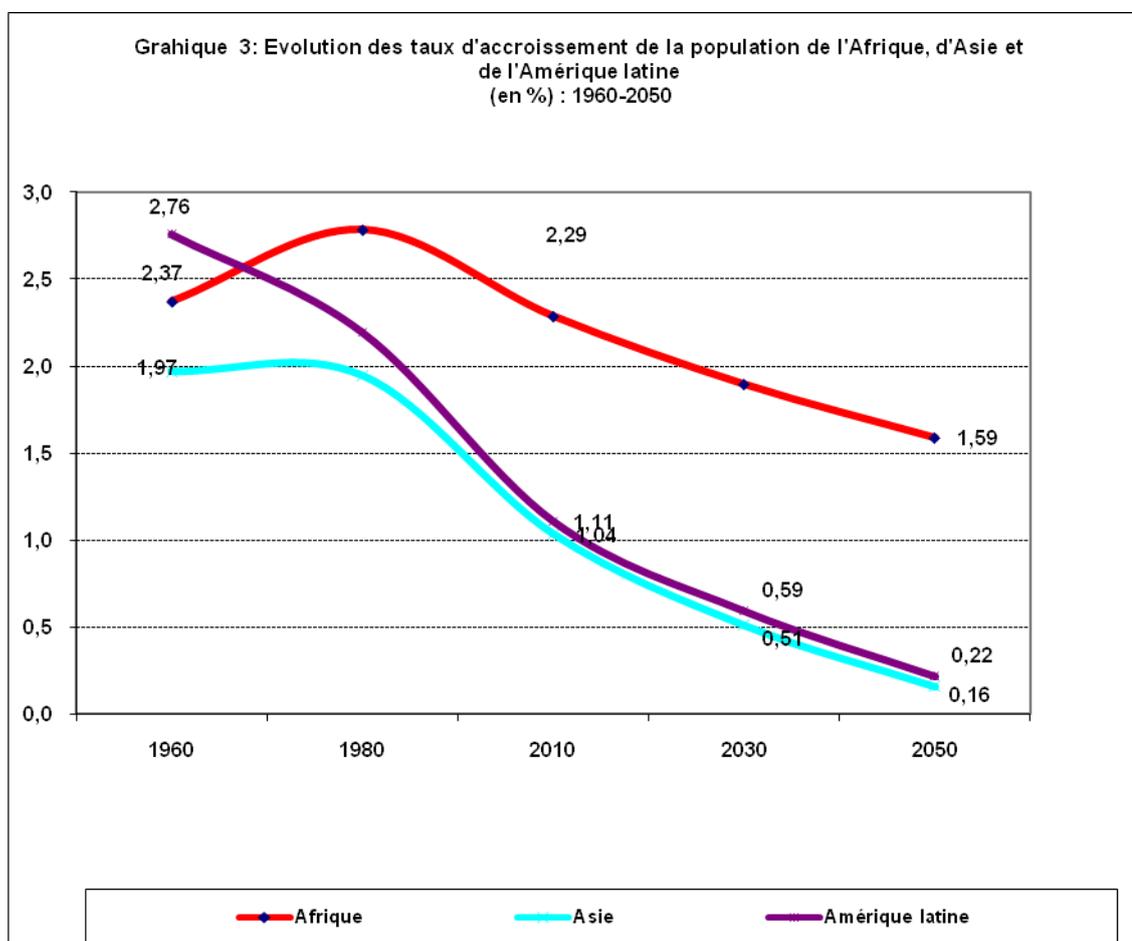
Source des données : Nations Unies, Division de la population, World population prospects, révision 2010.

Note : L'Afrique est le seul continent où la population doublera d'effectif entre 2010 et 2050.



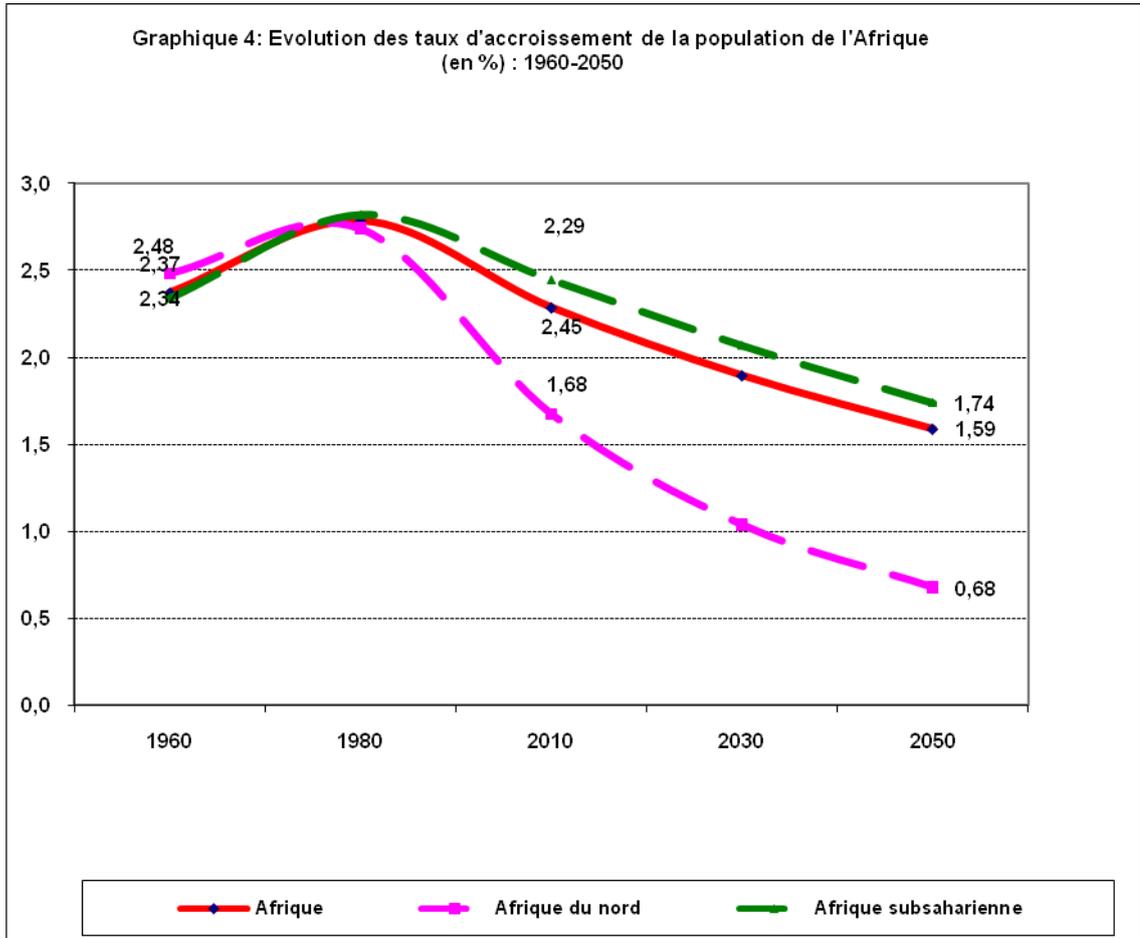
Source des données : Nations Unies, Division de la population, World population prospects, révision 2010.

Note : Le croit démographique de l'Afrique, d'ici à 2050, serait essentiellement le fait des pays subsahariens.



Source des données : Nations Unies, Division de la population, Word population prospects, révision 2010.

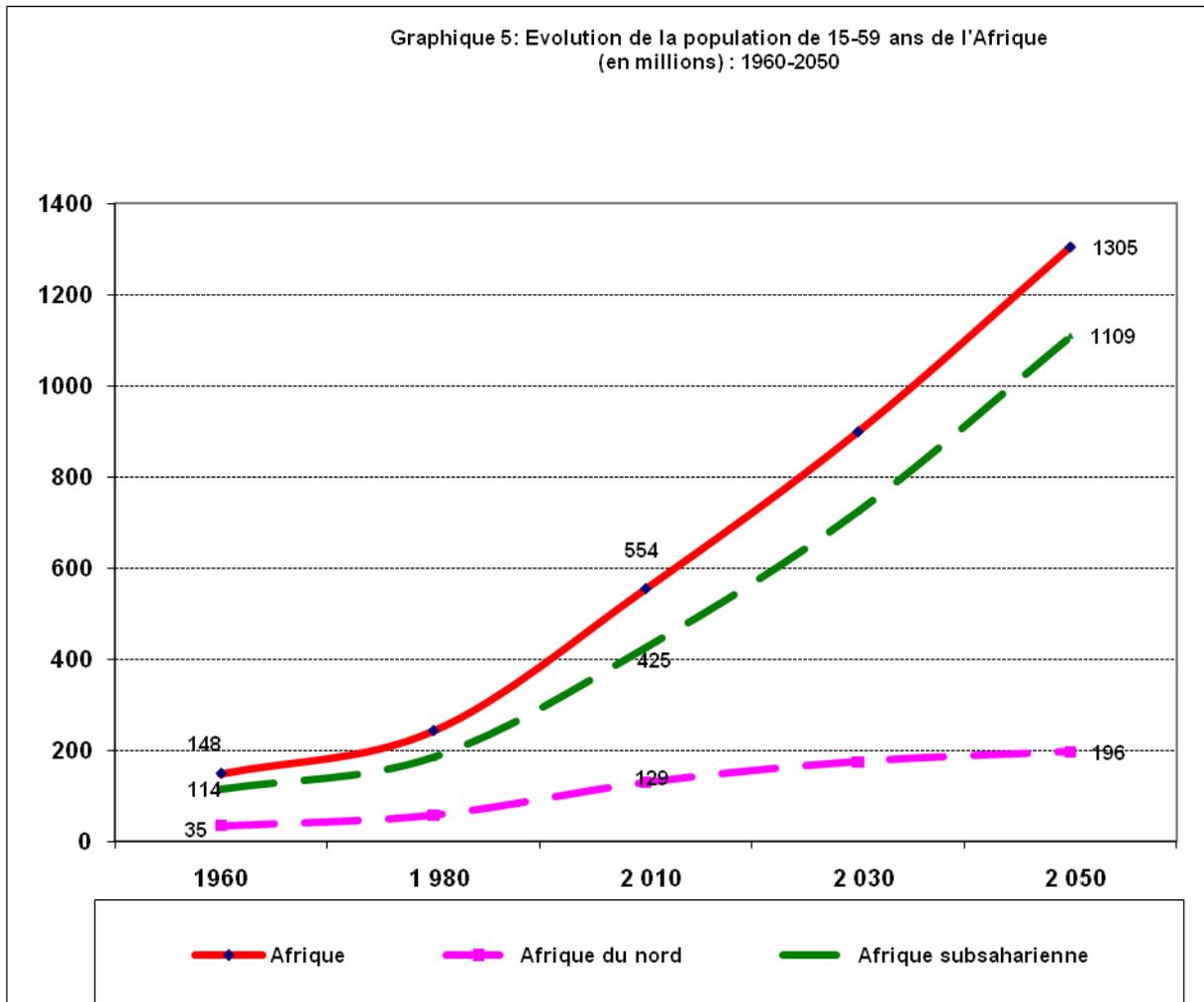
Note : L'Afrique enregistre le taux d'accroissement démographique le plus rapide du monde.



Source des données : Nations Unies, Division de la population, World population prospects, révision 2010.

Note : L'accroissement de la population africaine est essentiellement le fait de l'Afrique subsaharienne.

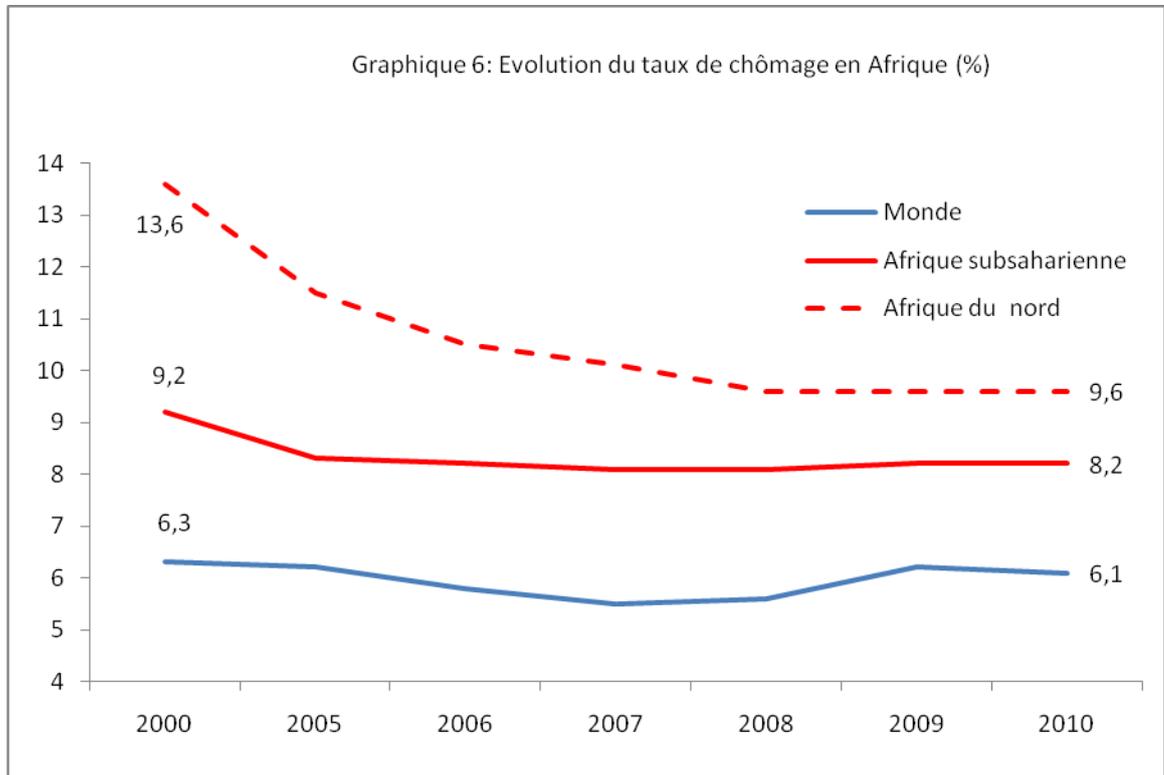
## Population en âge d'activité (Suite)



Source des données : Nations Unies, Division de la population, World population prospects, révision 2010.

Note : L'essentiel du croît de la population en âge d'activité serait enregistré en Afrique subsaharienne.

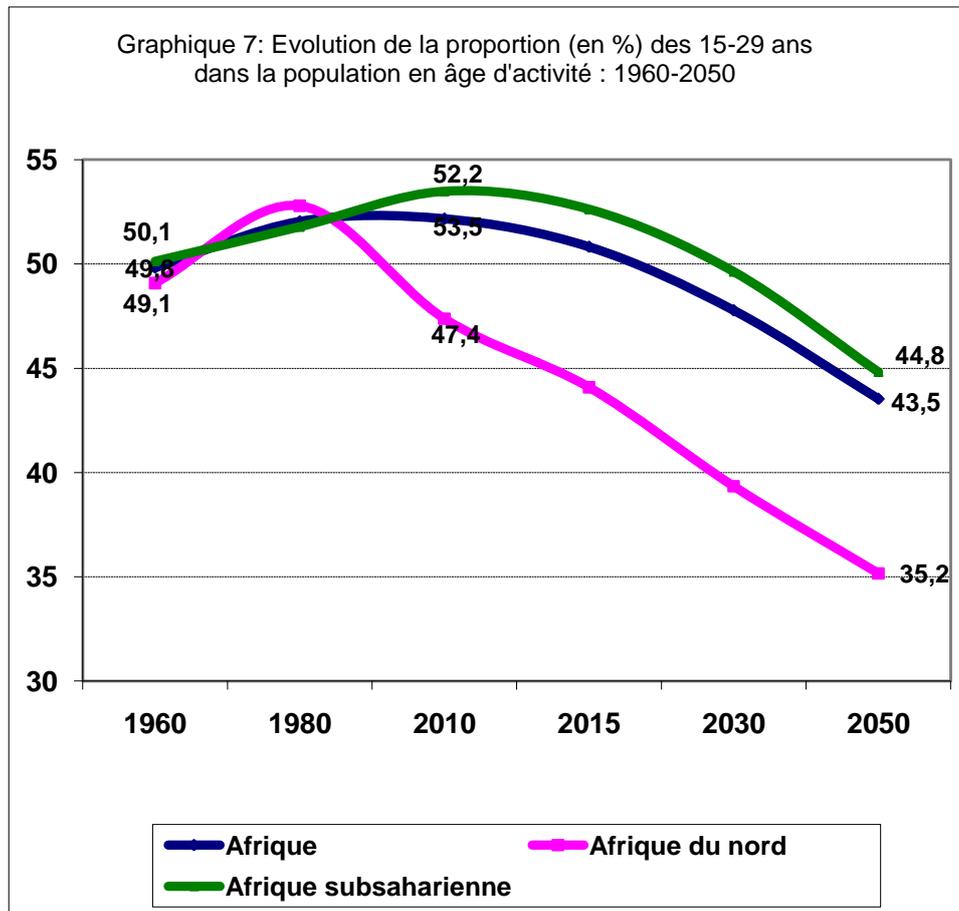
## Taux de chômage (%) 2000-2010



Source : Tendances mondiales de l'emploi 2012.

Note : La baisse du chômage entre 2000 et 2010 est plus grande en Afrique du nord (29,4%) qu'en Afrique subsaharienne (10,9%) ou dans le monde (3,2%).

## Poids démographique des jeunes '15-29 ans' en Afrique



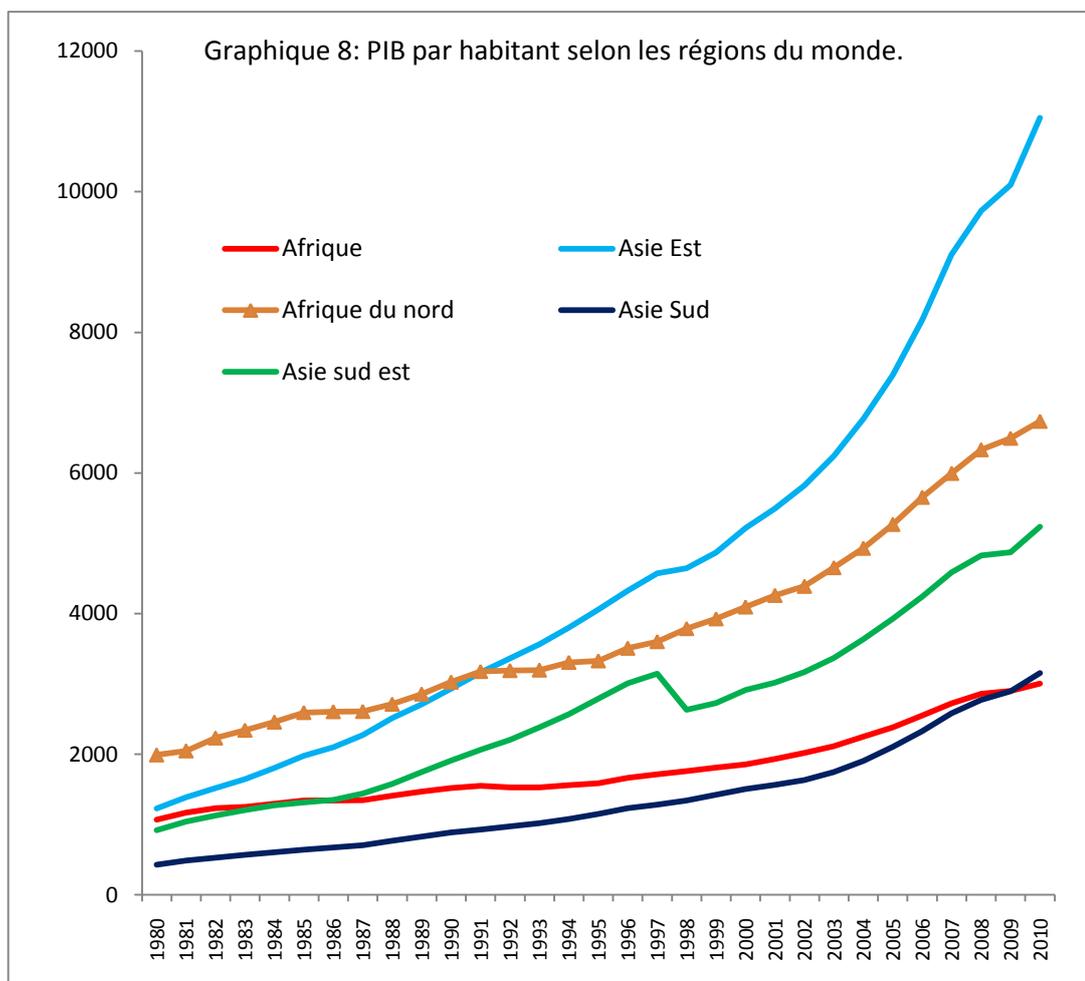
Source  
des

données : Nations Unies, Division de la population, World population prospects, révision 2010.

Note : Le poids des jeunes de 15-29 ans dans la population en âge d'activité (15-59 ans) continuerait à être important bien qu'en diminution plus nette en Afrique du nord.

## Taux de croissance économique (%)

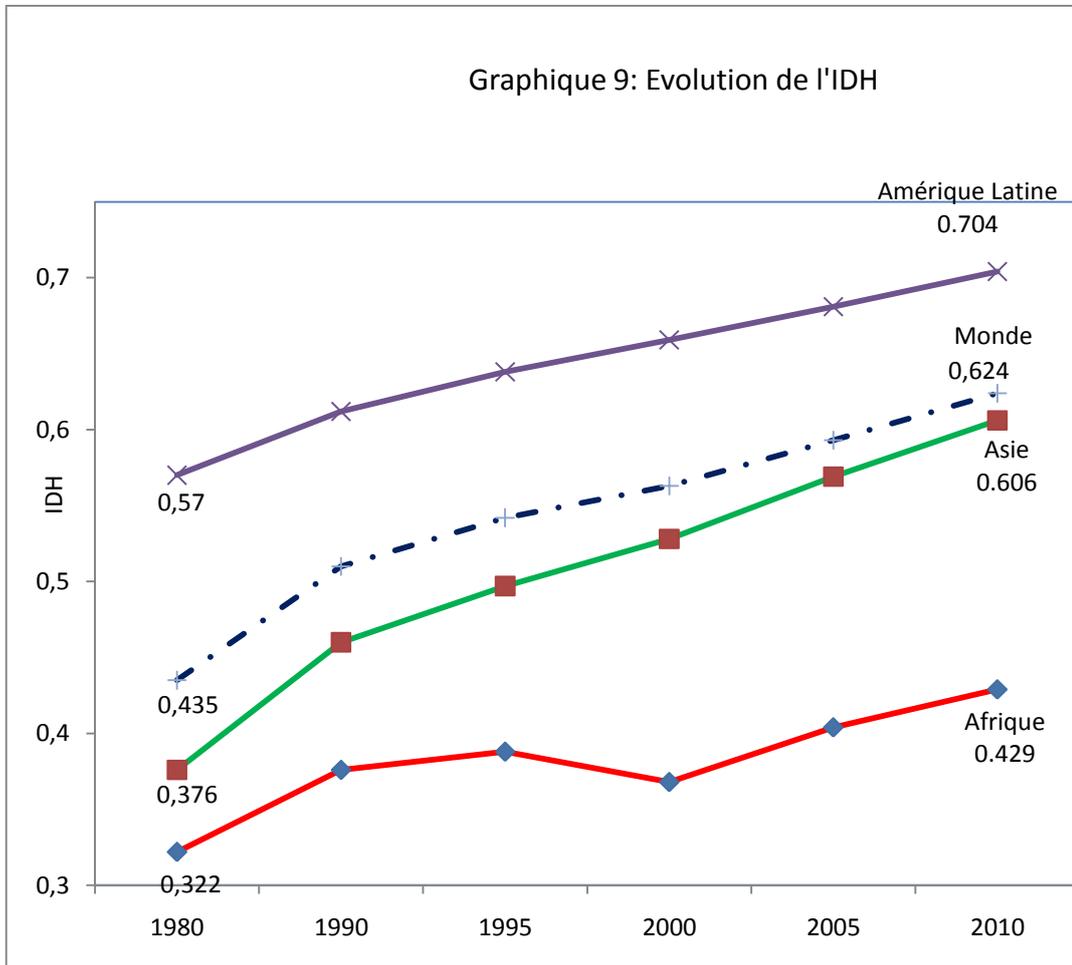
### PIB par habitant



Source : FMI, 2012.

Note : De 1980 à 2010, le PIB par habitant en Afrique glisse à un niveau inférieur à celui des groupes de pays les moins riches (l'Asie sud et l'Asie Est).

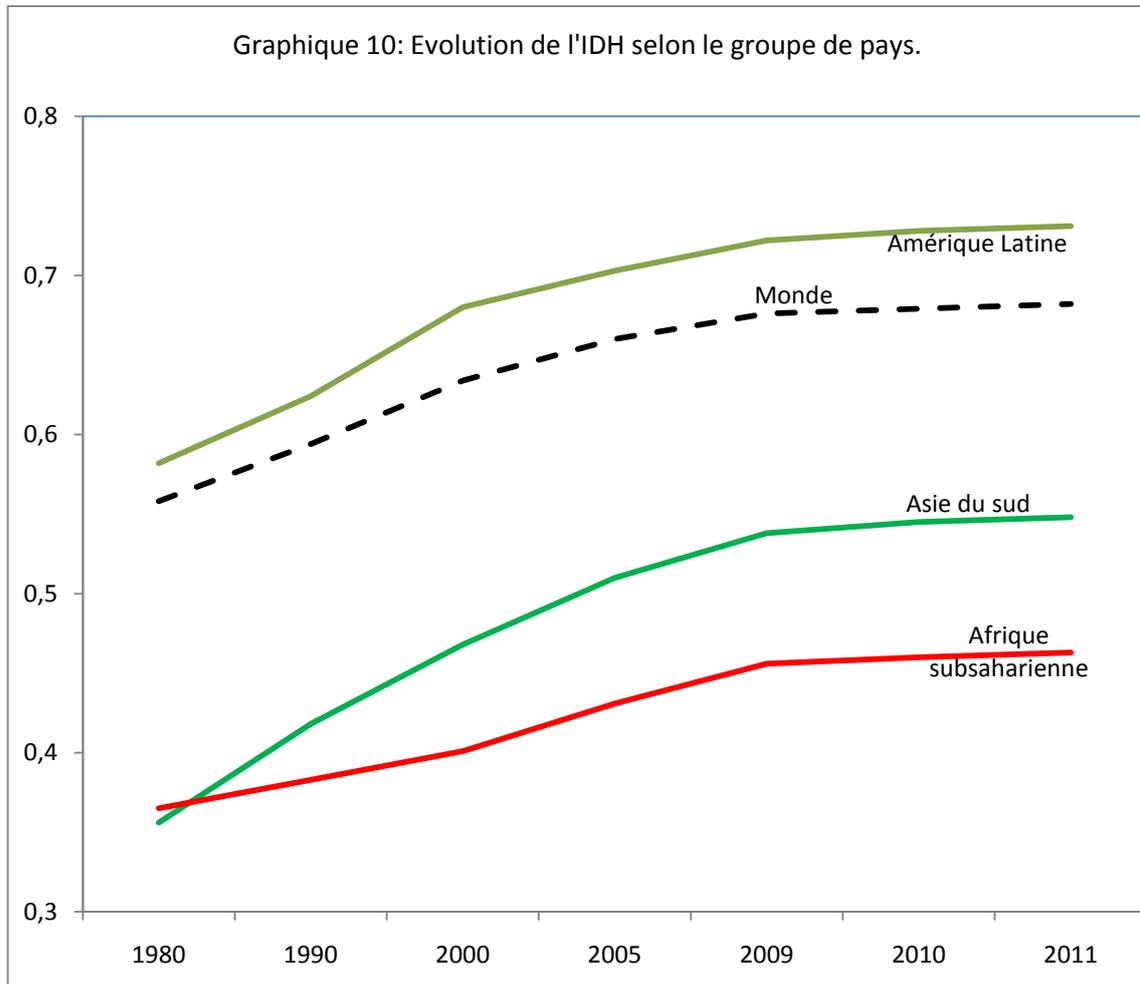
## Développement humain en Afrique



Source : Rapport mondial sur le développement humain 2010.

Note : Aux débuts des années 1980, l'IDH de l'Asie était supérieur à celui de l'Afrique de 16,8%. Cet écart s'élève à 41,3% en 2010.

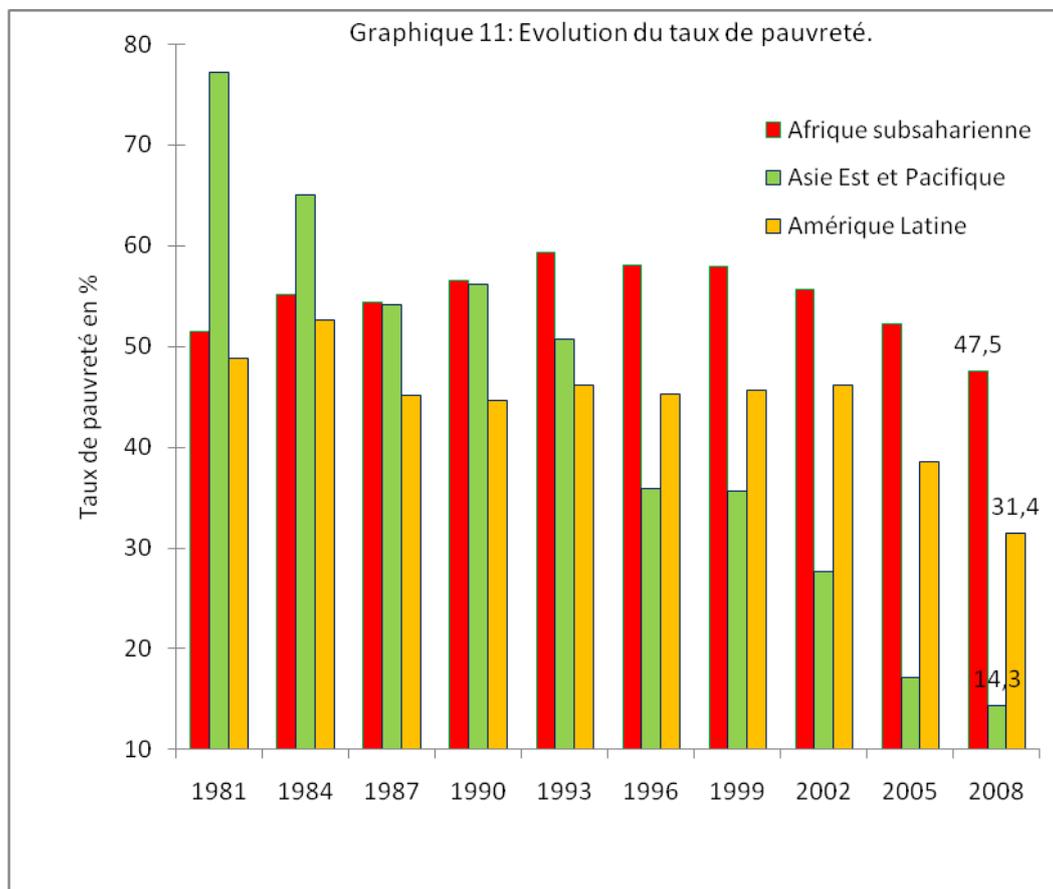
## Développement humain en Afrique subsaharienne



Source : Rapport mondial sur le développement humain 2011.

Note : Aux débuts des années 1980, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du sud avait le même niveau de développement humain. En 2011, l'IDH de l'Asie du sud est supérieur de 18% à celui de l'Afrique subsaharienne.

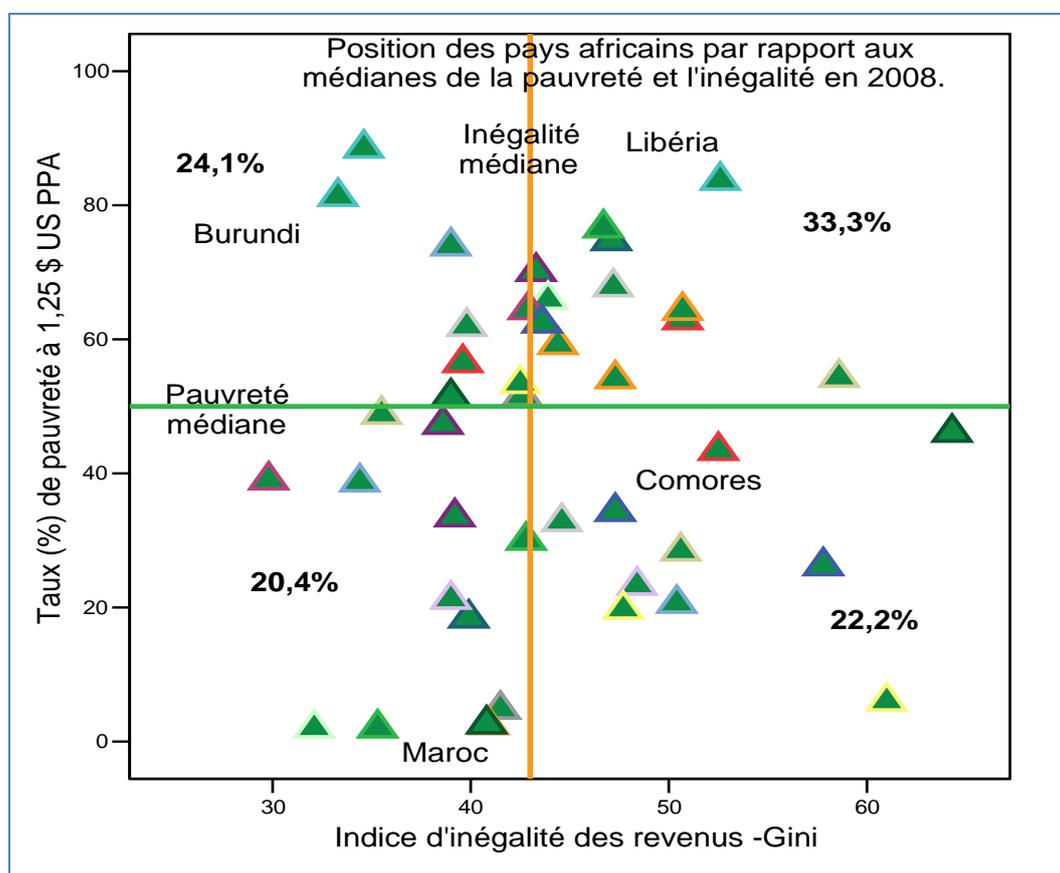
## Pauvreté (1,25 \$ US PPA)



Source : Banque mondiale, World Development Indicators 2012.

Note : Aux débuts des années 1980, le taux de pauvreté dans l'Afrique subsaharienne était inférieur (de 50%) à celui de l'Asie Est-Pacifique et comparable à celui de l'Amérique Latine. 30 ans après, en 2008, l'Afrique subsaharienne a un taux de pauvreté 3,3 fois à celui de l'Asie Est-Pacifique et 1,5 fois celui de l'Amérique Latine.

Graphique 12 : Inégalité, pauvreté et bien-être senti



Source : Rapport mondial sur le développement humain 2011.

Note : La baisse de la pauvreté ne permet pas d'améliorer le bien-être dans les pays africains à défaut d'une réduction de l'inégalité

Les pays africains, à la fois, plus pauvres et plus inégalitaires, ont de faibles scores de satisfaction de vivre (3,7/10) et de satisfaction vis-à-vis du niveau de vie (44,6%). Ces scores ne sont supérieurs à la moyenne que dans les pays les moins pauvres et les moins inégalitaires (resp. 5,7 /10 et 55,5%).